

Attentat à Kaboul : l'Afghanistan paralysée et impuissante

Interview

1 juin 2017

Le point de vue de [Karim Pakzad](#)

Ce nouvel attentat témoigne-t-il d'une situation sécuritaire critique en Afghanistan ?

La situation sécuritaire ne cesse de se dégrader en Afghanistan depuis deux ans et le retrait de troupes de l'OTAN fin 2014. L'année 2016 a été la plus meurtrière pour les civils avec 11500 victimes, dont 3500 tuées ; sans compter les morts dans les rangs de l'armée s'élevant à plusieurs milliers par an. Le 25 avril 2017, dans une attaque contre une base militaire au Nord de l'Afghanistan - région supposée plus calme -, les Talibans ont tué 136 soldats et officiers et en ont blessé plusieurs dizaines. Les Talibans, les insurgés et Daech ont eu l'occasion de prendre l'initiative sur le plan militaire au point où aujourd'hui, le gouvernement de Kaboul ne contrôle que 57 % du territoire afghan et 62 % des habitants du pays selon l'OTAN et les généraux américains, tandis que les Talibans contrôlent 43% du territoire. Presque la moitié du territoire national échappe donc au contrôle de l'État et cette avancée des Talibans accentue l'insécurité partout. Parfois, ils réussissent même à occuper de grandes métropoles sans toutefois parvenir à en garder durablement le contrôle face à l'armée afghane appuyée par les forces américaines.

Les Talibans et Daech frappent n'importe où et, depuis un an, Kaboul fait régulièrement l'objet d'attentats suicides extrêmement meurtriers, à la fois contre des édifices étatiques et des ambassades étrangères mais aussi contre la population civile. Les Talibans attribuent les attentats contre des civils à Daech mais en réalité, ils ont en eux aussi déjà commis : il y a trois jours, ils ont revendiqué un attentat commis contre la population dans l'Est du pays.

Aujourd'hui, la situation sécuritaire dans le pays est donc extrêmement préoccupante. À Kaboul, une personnalité - qu'elle soit politique, commerciale ou étrangère - ne peut circuler qu'en étant accompagnée par des gens armés et dans des véhiculés protégés. Et au-delà des attentats, des crimes et des meurtres sont commis tous les jours dans la capitale afghane.

Dans ce contexte, quelle est la situation politique du pays ? L'État ne dispose-t-il d'aucune crédibilité ?

L'une des raisons de l'aggravation de la situation sécuritaire en Afghanistan est la faiblesse politique du gouvernement et son manque d'homogénéité. Le gouvernement est certes issu des élections présidentielles de 2014 mais il ne jouit d'aucune légitimité car, lors de ce scrutin, l'actuel chef de l'État, Ashraf Ghani, et son opposant, Abdullah Abdullah, ont tous les deux revendiqué la victoire. Face à cette situation, John Kerry, secrétaire d'État américain de l'époque, s'était rendu plusieurs fois à Kaboul et avait fini par trouver comme solution la mise en place d'un gouvernement d'union nationale avec un partage à 50/50 pour chacun des hommes. La présidence a ainsi été donnée à Ghani, tandis que le poste de président du pouvoir exécutif a été créé sans que la Constitution afghane le prévoie. Cet état des

choses n'est ni légal, ni légitime, mais il perdure. Dans l'accord signé par les deux hommes, il était prévu qu'au bout d'un an et demi, une assemblée afghane devait être appelée pour modifier la Constitution et provoquer des élections anticipées, afin de conférer légalité et légitimité au régime. Or, Ashraf Ghani a accepté cette condition sans jamais l'appliquer. Aujourd'hui, on est donc en face de deux pouvoirs qui se contredisent souvent l'un et l'autre, parfois publiquement. Par exemple, Abdullah déclare parfois qu'il n'est pas au courant d'une décision de Ghani. Le pouvoir politique n'est donc ni efficace, ni légal. L'Assemblée nationale aurait notamment dû être renouvelée deux ans auparavant mais le président s'arrange avec des décrets, de sorte que les députés actuels sont en place depuis maintenant six ans, au lieu de quatre. Le pays est donc dans une situation politique anormale, dont profitent les Talibans.

Par ailleurs, Ashraf Ghani a signé un accord de paix avec le parti islamique de Gulbuddin Hekmatyar, ancien membre de l'opposition armée à l'origine d'attentats, recherché par les Américains et sur la liste des terroristes élaborée par l'ONU. En signant l'accord de paix avec le chef du parti islamique et pour qu'il puisse entrer à Kaboul, le gouvernement demande aux Nations unies de supprimer Hekmatyar de la liste des terroristes recherchés. Cet accord est toutefois très contesté en Afghanistan car Hekmatyar a la réputation d'un véritable criminel de guerre.

Les pays étrangers fournisseurs de l'aide internationale (États-Unis, Europe, Japon...) - sans laquelle le pays ne pourrait survivre puisqu'elle constitue plus de la moitié du budget de l'État afghan - font pression sur Ghani pour arriver à un résultat. Malheureusement, il n'y arrivera pas et la communauté internationale soutiendra le gouvernement afghan quoiqu'il arrive, sous peine de laisser le pays aux mains de Daech. Il n'y a donc aucun moyen de pression efficace sur Kaboul pouvant mettre fin à la corruption. Avec la Somalie et la Corée du Nord, l'Afghanistan est en effet le pays le plus corrompu du monde ; de telle sorte qu'une grande partie de l'aide internationale a été détournée.

Quel est l'état des lieux des forces étrangères dans le pays ? La réflexion de Donald Trump quant à l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan ne risque-t-elle pas d'envenimer la situation ?

Après le retrait de l'OTAN fin 2014, les États-Unis ont gardé un peu plus de 8 000 soldats en Afghanistan, officiellement pour fournir de l'aide, du soutien et des formations à l'armée afghane. En parallèle, quelques soldats allemands et britanniques, australiens, turcs..., sont aussi présents. Au total, environ 14 000 soldats étrangers se trouvent toujours en Afghanistan. Leur mission a toutefois changé de nature après le retrait de l'OTAN : il ne s'agit plus d'une mission de combat mais de formation et de soutien. Cela étant, dans la pratique, il arrive parfois – dans le Nord ou récemment à Farâh et Hilmand dans le Sud - que devant les difficultés de l'armée afghane, les Américains interviennent dans le combat.

Ce qui fait débat aujourd'hui, c'est que depuis l'élection de Donald Trump et l'arrivée massive dans son entourage de généraux ayant servi en Afghanistan, il y a une demande de plus en plus pressante d'envoyer davantage de forces dans le pays. Or, cela rappelle fortement les années 2002-2003 quand, face aux difficultés des 3 000 soldats américains à combattre les Talibans, Washington avait décidé d'augmenter les forces en présence.

Pourquoi les généraux demandent-ils à Trump de ne pas se désengager de l'Afghanistan ? Parce que le pays est redevenu, comme il y a plus d'un siècle, un champ de rivalité entre les grandes puissances régionales. Depuis le retrait des troupes américaines et de l'OTAN, depuis que les négociations entre Kaboul et les Talibans ont échoué et depuis l'apparition de Daech dans le pays, la menace pèse sur tous les pays voisins : Iran, Pakistan, Tadjikistan, Chine, etc. Depuis quelques mois, la Russie et la Chine ont pris contact avec les Talibans et les ont invités à plusieurs reprises pour négocier. Les Talibans qui étaient auparavant des terroristes sont devenus des interlocuteurs pour Moscou et Pékin car les deux s'inquiètent de la présence de Daech à leurs frontières. De plus, compte-tenu de la situation syrienne, la Russie ne veut pas abandonner l'Afghanistan aux États-Unis. La Chine a la même politique et ne souhaite pas que les Américains mettent la main sur l'Afghanistan et sur sa frontière de 78 km avec le Xinjiang.

Ce contexte pousse donc les États-Unis à défendre davantage - et ce quoiqu'il arrive- le gouvernement de Kaboul. Aujourd'hui, l'Afghanistan représente donc un enjeu géopolitique majeur sur la scène régionale et internationale.

Voir le lien : <http://www.iris-france.org/95531-attentat-a-kaboul-lafghanistan-paralysee-et-impuissante/>

Climat. Même des entreprises pétrolières américaines voulaient rester...

Presse

2 juin 2017

Interview de [Emmanuel Hache](#) - [Ouest France](#)

La décision de sortie de l'accord de Paris sur le climat a provoqué une vague de protestation des entreprises américaines. Même certaines compagnies pétrolières s'étaient prononcées pour. Explications avec Emmanuel Hache, économiste à IFP énergies nouvelles et directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques.

Les entreprises américaines sont vent debout contre la sortie de l'accord de Paris sur le climat.... Mais sont-elles majoritaires ?

Ce sont surtout les grands groupes internationaux. Depuis quelques années, des entreprises telles Tesla, Apple, Gap, Hilton se sont engagées pour le climat. Les entreprises du charbon sont sans doute satisfaites mais les grandes entreprises de l'énergie et même celles des énergies pétrolières et gazières étaient contre la sortie de l'accord de Paris.

Effectivement Exxon Mobil, Chevron ou encore General Motors ont tout de suite exprimé leur désaccord. Cela peut paraître surprenant. On pourrait penser qu'elles auraient intérêt à en sortir...

C'est au contraire dans leur intérêt de rester dans l'accord de Paris. Les géants de l'énergie sont aussi des acteurs de la transition énergétique même si on a l'impression qu'elles sont uniquement pétrolières. Les compagnies pétrolières se diversifient de plus en plus. Elles savent qu'on va vers le mix énergétique. Donc, elles vont d'abord vers le gaz, énergie fossile mais beaucoup moins émissive en gaz à effet de serre, puis vers des énergies renouvelables. C'est surtout le cas en Europe. Total, en 2011, a investi dans Sunpower, le deuxième producteur mondial de panneau solaire. Puis en 2015, l'entreprise a racheté Saft, un producteur de batterie pour stocker le solaire. Et, en 2016, ils ont racheté Lampiris, petite entreprise belge qui distribue l'électricité verte. C'est un investissement dans la production, le stockage et la distribution d'énergies renouvelables. C'est un peu l'image de ce que pourrait être l'entreprise énergétique du futur. Les entreprises américaines sont en retard.

Pourquoi ce retard des États-Unis ?

Le territoire américain dispose de pétrole et de gaz en abondance. Donc, quand vous êtes une entreprise dont le pays est le premier producteur mondial, vous avez moins d'incitations à développer du business en dehors de votre cœur de métier. Ce qui n'est pas le cas des entreprises françaises et même européennes. Excepté la Norvège et la mer du Nord pour le pétrole, et la Pologne pour le charbon, nous ne disposons pas de ces ressources. Donc les entreprises européennes ont dû se diversifier beaucoup plus tôt.

Et pourtant les compagnies pétrolières américaines se diversifient aussi ?

Exxon Mobil a commencé à investir dans les biocarburants et a noué un partenariat avec Fossil Fuel Energy pour capter le CO2. Chevron est dans l'éolien, la géothermie (Californie, Indonésie, Philippines). Ils ont un projet de prototype solaire au Nouveau-Mexique et dans l'Arizona...

Le principe du naming/shaming est tellement fort aux États-Unis que les actionnaires sont demandeurs de ces nouvelles pratiques. D'ailleurs, hier, les actionnaires d'Exxon Mobil exhortaient la compagnie à faire un plan bas carbone et le soir Donald Trump sortait les États-Unis de l'accord sur le climat. Les actionnaires d'Exxon Mobil réalisaient déjà des simulations l'année dernière pour voir comment réagirait le marché en cas de catastrophe climatique, par exemple une rupture d'oléoduc aux États-Unis. En faisant ces simulations, les entreprises se rendent compte qu'elles sont très exposées aux risques climatiques. Le business aux États-Unis comprend qu'il faut évoluer mais les autorités dirigeantes aujourd'hui ne le comprennent pas.

Donc ce ne sont pas que des effets d'annonce de la part de ces compagnies ?

Non. Elles ont identifié les risques que cela comporte pour leur business. Un risque climatique pour leur industrie car il y a des conséquences de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre sur leur business model. Il y a un risque de voir les innovations technologiques partir vers d'autres entreprises ce qui leur ferait perdre leur compétitivité. Le discours d'Emmanuel Macron était très fort à ce titre. Il a réitéré ses propos de février pour attirer chercheurs et investisseurs. Cela montre la concurrence qui existe sur les innovations dans le développement durable. Des pays, notamment la France, pourraient devenir des terres d'asile de l'innovation écologique dans les années qui viennent. C'est un risque pour les États-Unis en termes d'image.

Les entreprises américaines pourraient se voir ravir les contrats ?

Oui, elles vont être désavantagées dans de futures négociations avec des pays étrangers. Par exemple, si la Chine veut négocier son gaz non conventionnel, elle pourrait du coup se tourner vers les entreprises européennes tout simplement parce qu'elle aura l'impression que l'Europe est plus sensible à la cause environnementale. Dans le business, on est aussi dans le symbolique. Vous n'avez peut-être pas envie de faire travailler n'importe quelle entreprise. Le risque est d'autant plus grand pour Exxon Mobil que son ancien PDG est l'actuel ministre des Affaires étrangères...

C'est étonnant que Donald Trump, qui pourtant vient du monde des affaires, ne prenne pas en compte ces paramètres pour ces entreprises...

Je pense qu'il ne comprend pas comment fonctionne le marché de l'énergie. C'est une erreur manifeste de diagnostic. Si on prend le cas du charbon, le discours de Donald Trump est de sortir de l'accord de Paris pour relancer la production du charbon et cela fera de l'emploi aux États-Unis. Mais en fait, si la production de charbon a baissé aux États-Unis, ce n'est pas pour des raisons climatiques mais parce que le gaz, qui s'est beaucoup développé, est moins cher à la consommation. Donc, aujourd'hui, aucune entreprise productrice d'électricité aux États-Unis n'est

incitée à aller vers le charbon puisque le gaz est bas. La deuxième, non seulement les entreprises, mais l'ensemble des consommateurs ne va pas aller vers le charbon puisque le gaz est moins cher. Il ne pourra donc pas relancer l'économie du charbon comme il l'annonce, il n'y aura pas d'emplois. Première erreur économique de Donald Trump. Deuxième erreur, depuis le début des années 80, l'emploi dans le charbon a diminué alors que la consommation de charbon augmentait... parce que le secteur s'est automatisé. L'industrie minière est de plus en plus robotisée et l'emploi a été divisé par 5 ou 6.

Quelle est la dernière erreur économique de Donald Trump ?

Il oublie qu'il y a un business du renouvelable très fort aux États-Unis qui s'est approfondi sous Obama. C'est ce secteur qui va créer les emplois de demain.

En 2014, le fond Rockefeller était à l'origine d'une vague de désinvestissement des énergies fossiles vers le renouvelable... Les compagnies financières non plus n'ont pas intérêt à sortir de l'Accord de Paris ?

Tout à fait, on va vers une réorganisation de la finance internationale vers la finance verte. Les banques ne le font pas pour faire plaisir à la population mais parce qu'il y a une problématique financière. Cela s'appelle les "actifs échoués". Prenons le cas d'une banque qui finance des projets pour des centrales à charbon. Dans un monde qui devient de plus en plus vert, ces actifs vont se déprécier. Ils risquent de se déprécier très rapidement et de tendre vers 0 très rapidement. Cela veut dire que dans le portefeuille d'actifs de la banque, vous avez une potentielle bombe à retardement. Plus il y a du fossile, plus il y aura un risque environnemental à gérer à moyen terme. Cela engage la responsabilité des institutions financières envers leurs actionnaires.

Et de gros investissements sont en jeu ?

En 2015, il y a eu un nouveau record d'investissement dans le renouvelable, à 256 milliards d'euros, selon le programme des Nations unies pour l'environnement. C'est le double de l'investissement dans le charbon et le gaz (116 milliards).

Pour vous les banques pourraient sauver le climat ?

Le secteur bancaire prône aujourd'hui un changement dans les règles de financement des projets avec la création d'un système de bonus-malus. Les projets liés à la transition énergétique bas-carbone ne seraient pas ainsi soumis aux mêmes contraintes de liquidités ou de solvabilité. L'existence d'une prime de risque et d'un prix du carbone pourrait permettre un effet de levier sur les investissements verts. Les assureurs, qui sont affectés sur leurs actifs (les dépenses auxquelles ils sont confrontés en cas de catastrophe) et leurs passifs (leurs investissements à long terme dans des placements), ont déjà l'habitude de prendre en compte ce risque et de le chiffrer.

Voir le lien : <https://www.ouest-france.fr/economie/climat-meme-des-entreprises-petrolieres-americaines-voulaient-rester-5034796>

Brésil, Amérique latine : la démocratie en danger ?

Tribune

8 juin 2017

Par [Jean-Jacques Kourliandsky](#)

Les années 1990, celles du rétablissement de la démocratie en Amérique latine, auraient-elles épuisé leurs vertus civiques et morales ? Du Brésil au Venezuela, en passant par le Mexique et le Nicaragua, la démocratie cuvée 2017 est bousculée. Il est vrai qu'un 11 septembre en 2001 aux États-Unis a effacé le précédent celui de 1973, au Chili. Il est tout aussi vrai que le Mexique et le Venezuela n'ont pas eu d'expérience dictatoriale « pure et dure » à la chilienne. La page des alternances électorales et de la tolérance mutuelle est-elle pour autant tournée ?

À en croire un président des États-Unis expert en pratiques démocratiquement discutables, Richard Nixon, la voie brésilienne a vocation continentale : « Nous savons » avait-il dit à son homologue, le général-dictateur Emilio Garrastazu Médici, le 7 décembre 1971, « que la route tracée par le Brésil, est suivie par tôt ou tard par l'Amérique latine ».

Le Brésil a donné en 2016 un signal de détresse démocratique. La présidente élue en 2014, Dilma Rousseff, a été destituée par députés et sénateurs au prix de contorsions anticonstitutionnelles, bénéficiant d'un aval médiatique massif. Un Parlement aux abois, dont une part importante était convaincue de corruption, a légitimé la violation de l'article 85 de la Loi fondamentale pour chasser un chef de l'État jugé coupable de perpétuer en période de crise la politique économique keynésienne de Lula da Silva, son prédécesseur. Le Brésil étant un pays présidentieliste, face à l'impossibilité de sanctionner politiquement le chef de l'État, les élus ont sans état d'âme choisi de l'accuser de corruption constitutionnelle pour l'écarter du pouvoir. Le 17 avril 2016, aucun n'a d'ailleurs fondé « le dégageant » de Dilma Rousseff sur l'article 85 de la Constitution de 1988, qui définit les conditions de suspension d'un mandat présidentiel. Les plus rationnels ont évoqué la nécessité de changer de politique économique. Les autres ont justifié leur vote en référence à l'un ou l'autre des membres de leur famille, voire à Dieu, comme le président de la Chambre, Eduardo Cunha, depuis condamné à 15 ans d'emprisonnement pour fraude fiscale.

Ce signal de détresse démocratique, loin de s'estomper, s'est au fil des mois perpétué. Aécio Neves, chef du parti social-démocrate brésilien (PSDB), formation partisane au titre trompeur, a perdu les présidentielles de 2014. Il en a contesté la validité devant le Tribunal suprême électoral, qui a engagé une procédure en cours d'examen. Aécio Neves n'est plus président du PSDB, a été suspendu de toute responsabilité parlementaire et mis en examen par le procureur général de la République. Ses principaux collaborateurs, sa sœur Andrea, son cousin, Frederico Pacheco et le collaborateur de l'un de ses collègues PSDB, Mendherson Souza Lima, ont été emprisonnés : tous sont soupçonnés de crimes de corruption et d'obstruction à l'action de la justice. Le président intérimaire de la République, Michel Temer, fait l'objet d'une enquête pour faits de corruption depuis les révélations faites par le responsable de l'entreprise agro-alimentaire JBS-Friboi, Joesley Batista. L'un

des amis politiques du chef d'État intérimaire et député du PMDB, Rodrigo Rocha Loures, a été filmé avec une valise de billets remis par l'entreprise citée. Il est actuellement sous les verrous, tout comme José Yunes, avocat et conseiller de Michel Temer, Tadeu Filippelli, autre conseiller présidentiel, Sandro Mabel, Henrique Eduardo Alves, ancien ministre, ex-président de la Chambre des députés, etc.

La « grande presse », les médias du groupe Globo et l'hebdomadaire *Veja*, réservent pour autant l'essentiel de leur couverture à l'ex-président Lula et au Parti des travailleurs (le PT). Les dénonciations les plus spectaculaires se succèdent avec pour objet de criminaliser le PT et de façon plus générale la vie politique. Les journaux télévisés et la presse écrite font l'impasse sur les propositions des partis et leurs programmes ; seules sont traitées les « affaires » et les scandales, réels ou supposés. Le 6^{ème} congrès du PT qui a été organisé à Brasilia les premiers jours de juin a ainsi été passé sous silence par les médias : le 3 juin en plein congrès des travaillistes brésiliens, le principal quotidien de Brasilia a traité de façon préférentielle - illustré d'une photo couvrant une demi-page du journal - l'élection de Miss Brésil-Globo 2017, qui se tenait dans l'un des hôtels de la capitale. Dans le discours de clôture au 6^{ème} congrès du PT, l'ex-président Lula a rappelé qu'il avait fait la « une », des « unes » critiques, de l'hebdomadaire *Veja* une cinquantaine de fois ; et qu'il était régulièrement convoqué par des juges, qui, sans preuves, estiment par conviction qu'il pourrait être ou devrait être coupable de quelque chose. Tout cela, a-t-il conclu, a été entrepris pour l'écarter de toute activité politique avant les présidentielles de 2018.

Cette combinaison du pouvoir judiciaire et des grands médias butte pour l'instant sur les réalités sociales, désastreuses, et la capacité du PT et de la CUT (le principal syndicat) à résister à ce qu'il faut bien appeler par son nom : un coup d'État à la sauce du XXI^{ème} siècle, sophistiqué et sans victimes mortelles. Mais le vœu signalé par Richard Nixon a paradoxalement pris corps par des chemins multiples qui tous en Amérique latine convergent vers une interprétation restrictive, unilatérale et donc tendancieuse des principes démocratiques. Les grands groupes de presse donnent le « la » politique d'Argentine avec *Clarín*, au Chili avec *El Mercurio*, au Pérou avec *El Comercio*. La judiciarisation de la politique et des élections, en vue d'écarter les présidents jugés trop à l'écoute des plus pauvres en ces temps de crise économique, a forcé le départ du président Manuel Zelaya au Honduras en 2009 et de Fernando Lugo au Paraguay en 2012. Mais le plus inattendu a été la réponse anticipée inventée par des présidents se considérant progressistes et démocrates au Nicaragua et au Venezuela. Le Nicaraguayen Daniel Ortega et le Vénézuélien Nicolas Maduro ont suivi, à leur bénéfice, la voie ouverte par les forces conservatrices du Brésil, du Honduras et du Paraguay. Le principal candidat d'opposition nicaraguayen a été interdit avant les élections générales du 6 novembre 2016, auxquelles il n'a donc pas pu participer. Au Venezuela, les autorités au nom d'un supposé complot impérialiste empêchent toute expression libre du suffrage universel. L'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, a été privée de toute capacité législative effective. Le recours constitutionnel au référendum révocatoire a été empêché par des juges nommés par le pouvoir exécutif et les élections régionales de 2016 ont été suspendues. Le pouvoir a annoncé l'élection d'une Constituante, dont un tiers des membres seront « élus » par des corporations jugées plus représentatives que le suffrage universel.

La morale de l'histoire n'est pas encore écrite mais elle préoccupe de toute

évidence. Le sénateur Ronaldo Caiado (parti DEM, droite brésilienne) s'en inquiétait le 3 juin dans la *Folha de São Paulo* : « ... la destitution de Dilma Rousseff paraissait enfin avoir éliminé le PT de notre histoire (... mais) la permanence de Temer au gouvernement (donne) de l'oxygène au PT ». Tout comme celle de Maduro au Venezuela donne de l'air aux opposants les plus à droite.

Voir le lien : <http://www.iris-france.org/95731-bresil-amerique-latine-la-democratie-en-danger/>

Stories that hold a mirror up to society

Neel Mukherjee's fiction about class is as good as Jane Austen's was 200 years ago



[Print edition | Books and arts](#)

Jun 29th 2017

A State of Freedom. By Neel Mukherjee. *Chatto & Windus*; 275 pages; £16.99. To be published in America by Norton in January.

MIGRATION is generally understood in terms of geography: relocating from one region to another. But what impels those who move, at least when it is voluntary, is often a desire to migrate between social classes. It is this particular aspect of migration that is at the heart of Neel Mukherjee's "A State of Freedom", his follow-up to "The Lives of Others", which was shortlisted for the Man Booker prize for fiction in 2014. Mr Mukherjee uses an unconventional structure—five loosely connected stories of varying length, forming a novel—to address his themes of movement and class. In one, a London-settled Indian returns to his parent's home in Mumbai. His story revolves around food: his love for it, a recipe book he is writing, his parents' insistence on overfeeding him. The tension arises from his attempts to strike up a rapport with Renu, the family's cook, which his mother considers unwise—servants must not start thinking of themselves as equals.

In another, Mr Mukherjee relates the biography of Milly, the maid in the same home. A member of the "backward castes", Milly was raised in the Maoist-infested east of India, from where she was dispatched at the age of eight to work in a nearby town. Eventually she ends up in Mumbai, marries a restaurant-worker, and together they earn enough to send their children to private school. That is mobility of a kind, but it is generational rather than geographical.

On its own, each story contains ample ironies and insight. The Londoner's Mumbai home is in a neighbourhood where proximity to the sea adds a hefty premium to house prices. Across the street is the slum in which Milly and Renu live, abutting the water, where the sea is the cause of flooding and disease. Taken together, the narratives cohere to expose the contrasts between lives lived in the same places. Hunger is endemic in one world and unknown in another; violence and tragedy are casually borne by some while simple words cause disagreements among others.

Mr Mukherjee has a spare writing style, and likes to use simple words and straightforward sentences. (An experiment in free-flowing, unpunctuated prose in the final, shortest story does not work.) He is too subtle to note these contrasts explicitly. Rather he does what good novelists should, which is to hold up a mirror to society and remind people that what passes for normal is often barbaric. His quiet observation is effective—and damning.

This article appeared in the Books and arts section of the print edition under the headline "Moving parts"

Voir le lien: <https://www.economist.com/news/books-and-arts/21724376-neel-mukherjees-fiction-about-class-good-jane-austens-was-200-years-ago-stories>